



Marathon TRANS-EUROPA

Association régie par la loi 1901

Siège social : 2, rue de écoles - Fontenet - 17400 SAINT JEAN D'ANGELY

Bureaux : 41, rue Alexandre Yersin – 86000 POITIERS

Tél. 06 74 84 59 54

E-mél : mte.france@wanadoo.fr

Réf. GD/MTE. 196 - TGI Poitiers/ FF 1

Dossier transmis directement

Par Monsieur le Procureur Général

Léonard BERNARD de la GATINAIS

Monsieur Frédéric FEVRE

Procureur de la République

Tribunal de Grande Instance

10, place Alphonse Lepetit

86 000 POITIERS

Tél. 05 49 50 22 00

Objet : *Ce chômage qui assassine ... qui est responsable ?*

A l'égale attention Messieurs **Jacques CHIRAC,**
Pascal CLEMENT,
Léonard BERNARD de la GATINAIS,
Guy ETIENNE,
Alain JUNQUA,
Jean-Pierre SIBAN,

Président de la République,
Garde des Sceaux,
Procureur Général auprès de la Cour d'Appel de Poitiers,
Procureur de la République auprès du TGI de La Rochelle,
Premier Président de la Cour d'Appel de Poitiers,
Président du TGI de La Rochelle,

Madame et Messieurs les décideurs responsables et concernés par le projet MTE en national : **Michèle ALLIOT – MARIE** (Ministre de la Défense), **Xavier BERTRAND** (Ministre de la Santé), **Jean-Louis BORLOO** (Ministre de l'Emploi et de la Cohésion Sociale), **Thierry BRETON** (Ministre de l'économie et des Finances), **Gilles de ROBIEN** (Ministre de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), **Dominique De VILLEPIN** (Premier Ministre), **Jean-François LAMOUR** (Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative), **Gérard LARCHER** (Ministre Délégué à l'Emploi et au Travail), **Dr François MATTEI**, Président de la Croix – Rouge Française (ancien Ministre de la Santé), **Nicolas SARKOSY** (Ministre de l'intérieur),

Mesdames et Messieurs les Directeurs et Chefs de Cabinet concernés : **Albane BARRE, Michel BETAN, Michel BLANGY, Benoît BOHNERT, Sophie BOISARD, Dominique CAHU, Jean CARENCO, Jean CHARBONNIAUD, Patrick GERARD, Gilles GRAPINET, Claude GUEANT, Fabrice LARCHER, Annie LHERITIER, Xavier MALENFERT, Philippe MARLAND, Pierre MONGIN, Ludivine OLIVE, Laurent RAVERAT, Laurent SOLLY, Xavier VILOTTE,**

Pour le Poitou-Charentes, Mesdames et Messieurs : **Albert AGUILERA** (TPG 17), **Frédéric CADET** (Recteur de l'Académie de Poitiers), **Gilbert CAROFF** (conseiller technique du MTE), **Dr Francis CHABAUD** (Directeur de l'Observatoire régional de santé), **Isabelle CHAMARD** (Directrice du CCAS de Poitiers), **Gérard DESBORDES** (Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales), **Philippe DOMAS** (Commandant de police judiciaire qui suit le dossier pour les RG du 86), **Frédéric EHLINGER** (Directeur des RG 86), **Patrick FALZONE** (Directeur des Impôt de Royan), **Nadine GALINAT** (Directrice de la CPAM 86), **Jean-Pierre GESSON** (Président de l'Université de Poitiers), **Pierre GUENANT** (Président du Conseil Economique et social régional), **Bernard KERLEAU** (Directeur de la CAF de la Vienne), **Max MARTINEU** (TPG régional), **Christian PELLETIER** (Directeur Régional de la Jeunesse et des Sports), **Mgr Georges PONTIER** (Evêque de La Rochelle et de Saintes), **Michel POUYLLAU** (Président de l'Université de La Rochelle), **Bernard PREVOST** (Préfet de la Région Poitou – Charentes), **Mgr Albert ROUET** (Evêque de Niort et de Poitiers), **Ségolène ROYAL** (Présidente du Conseil Régional), **Guy SEGUOLA** (Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Pro), **Bernard TOMASINI** (Préfet de la Charente-Maritime), **Gil VAUQUELIN** (Directeur Régional de la Caisse des Dépôts et Consignations),

Mesdames et Messieurs les responsables de la Défense et des armées, de la Protection et de la Sécurité Civile en Région Poitou-Charentes : **Le commandant ANDRE, Thierry BERGERON, Bruno BOURREAU, le Colonel Patrice BRISSET, le Commandant BUILLES, Le Lt-Colonel CORTES, Valérie COUPEAU, Christian GAILLARD de la VERNEE, le Lt-Colonel HUET, le Colonel Christian PETIT, le Colonel Eric PEUCH, le Lt-Colonel POMMES, le Colonel Yvon TREPOS, le Lt-Colonel Jean-Philippe VENNIN,**

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil d'Administration et du Comité de soutien de l'association **Marathon TRANS-EUROPA.**

« **Mon projet le plus important, c'est de continuer à vivre** ». Coluche

Poitiers, ce lundi 14 novembre 2005

Monsieur le Procureur,

1. Il paraît évident que, si ce chômage récurrent pouvait se trouver éradiqué d'un coup de baguette magique, d'une superbe envolée à une tribune ou de quelques euros supplémentaires, **cela se saurait.**

Malheureusement, malgré tous les plans officiels soigneusement et coûteusement élaborés pour le combattre depuis une trentaine d'années (à centaines de milliards d'€), **le NON-EMPLOI perdure et s'accroît** autour d'un volant officiel de 2 à 4 millions de chômeurs (voire officieusement de 5 à 7 millions).

Il plonge progressivement un grand nombre d'entre eux dans les systèmes psychiatrique ou carcéral (dont les statistiques explosent), **pour des centaines d'entre eux, il aboutit à un « suicide économique ».**

2. Accusateur ou défenseur ? ... ou les 2 ?

Je ne souhaite présentement pas vous établir un très long courrier sophistiqué et argumenté pour vous démontrer que « ce cancer du chômage » nous ronge, tant il s'agit d'une évidence :

- Il existe pour cela des dizaines de livres percutants ou « sous le manteau » (cf. § 4), des centaines d'études objectives ou trafiquées, des milliers de débats contradictoires et d'émissions audio-visuelles stockées, des dizaines de milliers d'articles à millions de kilomètres de lignes ... et tout autant de sociologues, de médecins ou de psychiatres, se disant qualifiés sur « le marché ».

- Il se trouve qu'avec d'autres citoyens responsables de la Société civile, observateurs et interpellés depuis une douzaine d'années par ces problématiques sociétales, nous militons sur ce terrain de la prévention des suicides économiques, tout autant à titre public que privé, mais aussi comme victimes, témoins et acteurs (voire inquiets pour l'avenir du système des retraites par répartition, voire des retraites tout court ... inquiets encore pour le devoir d'héritage envers les plus jeunes ... inquiets toujours du NO FUTURE qui se dessine de plus en plus nettement, par accumulation d'erreurs politiques et économiques, par un environnement désespérément pollué, par épuisement des ressources, voire fossiles).

- A terme, avec quelques un(e)s, nous proposons un projet associatif et entrepreneurial, présumé complexe, que nous avons imparfaitement appelé **Marathon régional pour l'emploi** (prototype prévu pour se développer ensuite dans un espace interrégional, puis européen).

- Au fur et à mesure de sa lente maturation et des centaines de débats et de questionnements pour le préparer, j'ai réuni (au titre de réseaux associatifs aussi) une grande documentation l'attestant (en enquêtant également auprès des services des urgences hospitalières et dans des casernes de pompiers pour remonter jusqu'aux familles, pour constater que, très souvent, à l'origine des suicides, on retrouvait la perte d'emploi, de revenus ou d'entreprises, les familles consécutivement désunies, les huissiers et la perte des biens matériels et des repères moraux, etc) ... de la même manière (n'étant pas magistrat à la Cour des comptes et sauf exception), j'ai aussi été délibérément privé des informations concernant l'évolution et l'efficacité d'institutions et de la fonction publique (emploi, santé, prisons, etc ... cf. la LOLF pour janvier 2006 !).

3. Quel est le prix, l'intérêt ou la responsabilité d'une vie ?

- Des milliers d'espèces animales ou végétales disparaissent chaque année ... à part les associations écologiques, petites ou grandes, qui dénoncent et déplorent régulièrement **cette fatalité**, voire l'imputent à certains responsables mondiaux qui s'en moquent d'évidence, au motif de « la croissance » (voire refusent de signer le protocole de Kyoto, sans plus être sanctionnés par la Communauté internationale).
- Un tsunami, des cyclones, des inondations, des glissements de terrain, des incendies, des tremblements de terre, etc ... ravagent des côtes, des digues, des villes et des Etats, entraînant **des centaines de milliers de morts** ... ne se contente-t-on pas de vilipender encore **la fatalité**, voire d'arrêter quelques lampistes ?
- Tous les rapports mondiaux (notamment ceux de la FAO), accusent sur l'évolution inégale de nos sociétés et le bilan du monde : 1, 2 milliards de pauvres, 850 millions d'analphabètes, 800 millions de mal - nourris (**des centaines d'enfants meurent de faim chaque jour, et des milliers d'adultes par effets collatéraux**)... 100 millions d'enfants exploités ... **30 millions de morts par le SIDA**, etc ... tout autant de causes amenant des morts prématurées (pourquoi de telles différences de durée de vie entre les 32 ou 37 ans médians au Mali, et les 82 ou 87 ans en France ou en Suède ?) ... **la fatalité** ou la corruption organisée à tous les échelons impunis, hors les morts générés ?
- Mais ne convient-il pas également de noter que la misère, la malnutrition et les cantines non payées augmentent également chez nous en France, et que l'analphabétisme résiste, etc ... que les hausses vertigineuses et spéculatives des énergies ne permettent déjà plus aux salariés smicards de se déplacer pour travailler, aux chômeurs de chercher du travail, aux petites gens de se chauffer, etc ... (**autant de conditions requises à l'origine des suicides économiques**).
- quelle suite donnée, après tant d'autres, au geste fatal de ces 2 adolescentes qui se sont jetées d'une tour de 17 étages, il y a un couple de mois à Evry, en laissant pour simple explication que « leur vie ne valait pas la peine d'être vécue » ?
... et si, tels les **15 000 morts** de la canicule de 2003, une vague de froid emportait quelques milliers de personnes ce prochain hiver, accusera-t-on **la fatalité**, les spéculateurs ou la recherche effrénée du profit ? ... d'ailleurs, les paradis fiscaux impunis ne nous narguent-ils pas à nos portes (Jersey, Monaco, le Luxembourg,) etc ?

- Autre exemple ... également militant écologiste, je viens d'animer ce dernier 8 octobre à Saint-Georges de Didonne (17), une Conférence – débat sur le thème : « **La pollution, un crime contre l'humanité** » avec le Professeur Dominique Belpomme, cancérologue, entre autre auteur du livre « Ces maladies créées par l'homme » : 280 000 nouveaux cas de cancers chaque année, **150 000 morts chaque année**, peu d'espoir d'améliorations de ces statistiques : la guérison de ces cancers avancés est une fausse piste ... les coûts en deviennent aussi exponentiels pour les budgets de la santé : s'agit-il toujours **d'une fatalité** ou d'un manque de volonté réelle d'affronter la pollution de notre environnement pour l'éradiquer ?

4. Des chiffres toujours « à la louche ».

- Il n'est rien de plus difficile que d'estimer le nombre exact et l'évolution d'une population donnée. D'après Gérard-François Dumont, sociologue (Populations et Avenir, mars 2001, article « les disparus du recensement de 1999 ») et l'analyse de Michel Godet (conseiller dans une cellule de prospective de Matignon, consultant auprès de grands Groupes mondiaux, et professeur au CNAM), dans « Le choc de 2006 » (édité chez Odile Jacob en 2003), il est révélé un écart d'**1 million de personnes**, inexplicable par l'INSEE !
- Dans le rapport de la Cour des comptes paru en 1999, Pierre Joxe, son Président, rajoute « *qu'il s'agisse d'emplois, d'effectifs, de rémunérations et de mode de gestion des personnels, ce qui prévaut actuellement dans la fonction publique française, c'est la diversité, l'opacité, la complexité et les distorsions permanentes entre les textes et la pratique ... le nombre de fonctionnaires recensés était fiable à 300 000 prêts !* » ... face à cette méconnaissance de ses salariés, l'Etat a créé un « Observatoire de l'emploi public », d'où il apparaît que la marge d'erreur porte sur l'équivalent de 10 milliards d'€!
- Où l'on s'aperçoit par ailleurs, que notre région Poitou-Charentes compte 640 000 actifs (dont environ 150 000 dans la fonction publique, et ... 73 000 chômeurs) ... mais il en manque 30 000, non utilisés (hors statistiques) ... **30 000 personnes dont on ne sait rien** ... et 30 000 ce n'est pas rien !
- Ou l'on constate encore les hausses colossales de la carte régionale psychiatrique (avec des syndicats qui réclament sans cesse toujours plus ... **elle-même équivalente au budget du RMI**) ... qu'en est-il en national ? ... quelles répercussions sur le gouffre abyssal de la sécurité sociale et sur la maîtrise des déficits ?
- Où les cris d'alarme des responsables nous confirment que la carte régionale carcérale vit aussi l'asphyxie (**que 8 détenus sur 10 ont un trouble psychiatrique** ... Cf. Nathalie Guibert, Le Monde du 24/10/05) ... que la haute hiérarchie pénitentiaire craint « une crise majeure » pour 2007 - 2008, etc.

5. Responsables mais pas coupables ?... Demande d'enquête et d'instruction

Au-delà des quelques généralités ci-dessus, rapidement exposées, nous constatons qu'avec l'ensemble de ses partenaires européens, notre pays est en quasi-guerre économique mondialisée, de laquelle découle aussi tous ces suicides économiques par le biais du chômage qu'elle engendre.

De même, **nous contestons certaines nouvelles méthodes mortifères** d'organismes affiliés à l'ANPE, pour remettre « coûte que coûte » les chômeurs au travail, alors que... « c'est le travail qui manque » !

Dans nos analyses macro ou micro-économiques, comme dans celles de tous les plans proposés ou mis en œuvre durant tout ce temps, nous notons que des initiatives citoyennes sérieuses et proposées en adéquation des enjeux ne sont pas toujours prises en compte par l'Etat (tel un autre vrai débat de fond).

Nous constatons qu'une chape de plomb et un tabou persistant étouffent toute enquête sur ces suicides économiques ... voire les statistiques restent introuvables ou elles n'existent pas.

Doit-on laisser aux historiens le soin d'en décrypter plus tard les causes, les effets et les coûts (voire en lisant dans les cailloux) ou continuer d'en subir **la fatalité** avec méconnaissance et résignation ?

Nous sommes alors fondés à considérer que tout n'est pas mis en œuvre pour combattre le chômage ... **qu'il ne s'agit plus seulement de suicides, ni d'atteinte involontaire à la vie d'autrui, mais d'une interprétation possible de « complicité collective de meurtres économiques ».**

II Y A « CRIME » ET PAR VOTRE FONCTION DE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, VOUS ETES « INCRIMINE ». Monsieur le Procureur Général Bernard de la Gatinais, saisi en premier, vous a transmi le dossier. **IL VOUS REVIENT D'EN EFFECTUER UNE ENQUÊTE.**

Aussi, par la présente, en ma qualité de citoyen – acteur impliqué et de responsable associatif sans cesse confronté à ces préoccupations, **je vous demande de bien vouloir ouvrir un dossier d’instruction et de diligenter une enquête auprès des Services publics concernés, aux fins d’obtenir les informations recherchées :**

- Incidence du chômage sur « **les problématiques de psychiatrie** » ?
- Incidence du chômage sur « **les suicides économiques** » ? ... **ET NOUS ECRIRE LE DROIT.**

6. Notre Région, la France et l’Europe manquent furieusement de projets.

Dans le meilleur esprit de participer à cette reconquête de l’activité « qui s’en va », vous voudrez bien trouver ci-joints, quelques documents explicatifs de ce projet MTE que nous proposons au partenariat de l’Etat ... (tant avec ses approches pluridisciplinaires, ses objectifs et sa méthodologie prudente, qu’avec des renseignements sur l’association qui le porte). Il peut s’apparenter à « une croisade pour l’emploi ».

Nous vous joignons également différents courriers les accompagnant, motivés et sciemment argumentés, adressés (avec quelques pièces jointes démonstratives), à Monsieur le Président Chirac, Monsieur le Premier Ministre De Villepin, (ainsi qu’à Madame et Messieurs les Ministres Alliot-Marie, Bertrand, Borloo, Breton, De Robien, Lamour, Larcher et Sarkozy, avec les services desquels nous souhaitons rapidement œuvrer en Région, sous la haute autorité de Monsieur le Préfet Prévost) ... avec divers autres courriers de demandes adressés également dans notre Région (Messieurs Prévost, Séguéla, Tomasini, Domas, Martineu, Vauquelin, etc) ... avec, en sus, un rapide florilège entre l’Etat et le Conseil régional depuis 18 mois. Ils démontrent, justement, l’extrême difficulté à voir les initiatives citoyennes encouragées et prises en compte ... ils établissent également les contradictions et certaines causes aboutissant aux dysfonctionnements évoqués, à ses inutiles tensions à ces structures et à leurs budgets immuables.

Vous voudrez bien constater les remarques justifiées en rapport avec les dérives psychiatriques (Cf. le courrier à M. Bertrand) ... celles attirant l’attention sur les graves dérives financières de l’Etat (Cf. celui à M. Breton) ... celles nécessitant la collaboration de l’armée pour faire face à cette guerre économique d’un type nouveau (Cf. celui à Mme Alliot-Marie) ... celles appelant la mobilisation des enseignants pour contribuer à assurer des débouchés pour les étudiants qu’ils forment (Cf. celui à M. De Robien), etc ...

Vous remarquerez aussi que nous sommes bien les initiateurs et les promoteurs de ce projet, dont nous affirmons **qu’il est réaliste, politiquement en phase avec les mutations rencontrées** et avec le plan de Cohésion sociale de l’actuel Gouvernement ... **qu’il refuse de sortir de l’état de Droit** ... qu’il s’avère **d’une grande opportunité ... et qu’il est demandeur d’une collaboration partenaire** avec les services de l’Etat et de la Région pour :

- **Agir en collectif sur les graves dérives économiques constatées** et, face aux impasses et aux remises en cause futures, il intègre dans son concept, des ingénieries, des expertises et des pratiques d’économies solidaire et plurielle, contributives de nouvelles pistes gagnantes, etc,
- **Réagir plus sainement contre l’augmentation indéfinie de l’offre psychiatrique et l’usage des psychotropes**, en intervenant dans le milieu d’une manière communautaire pour dépasser l’attitude d’aide qui devient en elle-même invalidante, etc,

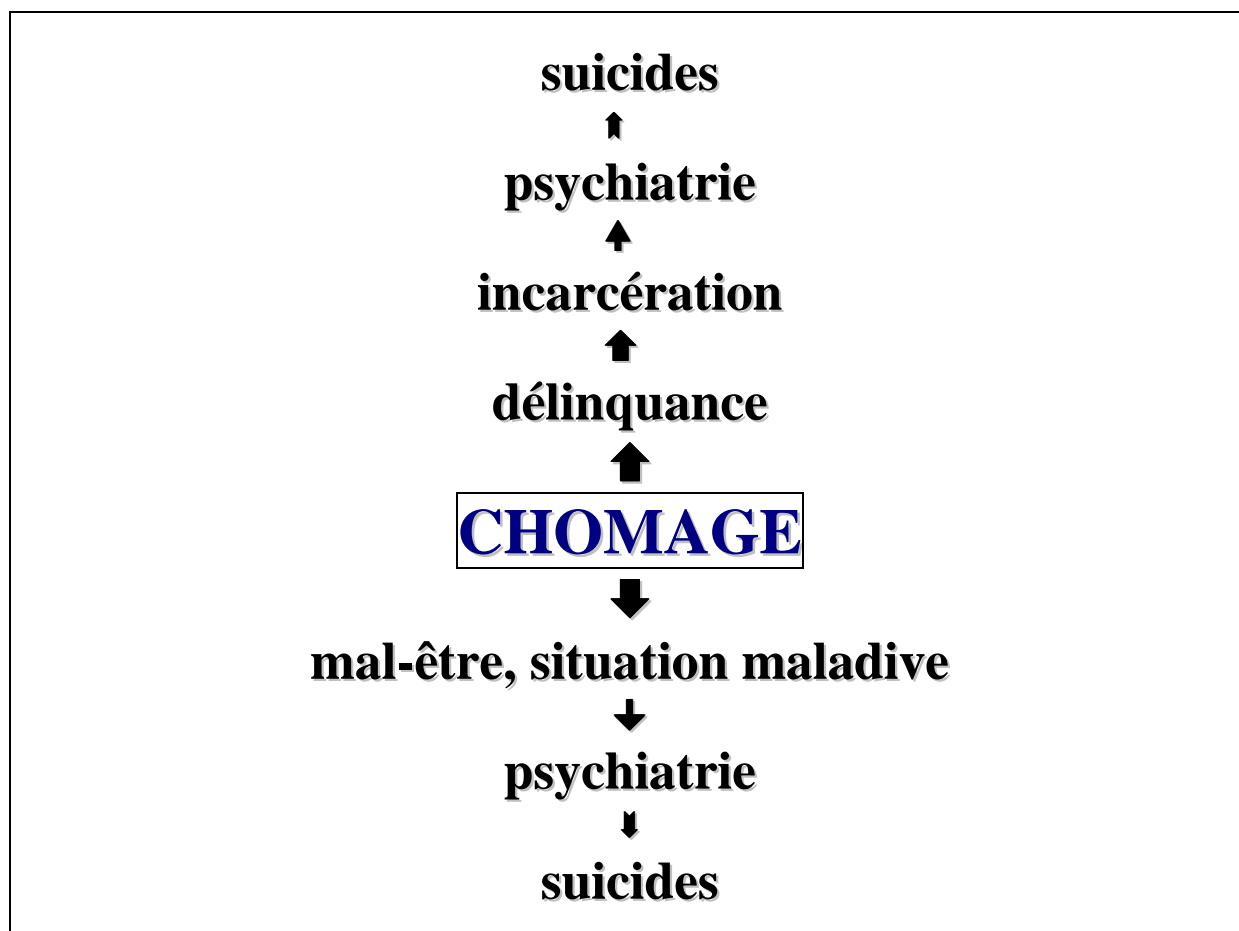
Vous conviendrez également que, au titre de la société civile porteuse de compétences et de regards différents, nous sollicitons de l’Etat (de manière insistante, pacifique et raisonnée) **150 000 € en avance remboursable** (dont certaines subventions sont déjà votées) pour partir dans les délais les plus courts possibles, eu égard le désarroi et les souffrances de nos compatriotes fragilisés par ces autres réalités.

Dans l’attente de vous rencontrer pour en discuter, lucides et déterminés à « ne pas baisser les bras », Recevez, Monsieur le Procureur, nos respectueuses salutations, et solidaires d’un mieux-être collectif.

Le Président du MTE,
Militant de la société civile pour la prévention des suicides économiques
Gabriel DELICOURT

Vous voudrez bien trouver ci-joint en rapide raccourci, un flash info « Mieux se connaître », me concernant, et attestant d’un parcours complet, atypique, musclé et éclairé, entre prospérité patiemment acquise et adversité combattue ... m’autorisant à vous interpeller (Cf. aussi le bref historique, ci-après le schéma explicatif). **4**

CE CHOMAGE QUI ASSASSINE ... DEMANDE D'INSTRUCTION JUDICIAIRE



1. **Tous responsables ?... tous coupables ? ... ou qui ?... ou rien ?**
2. **Saisie de la justice pour enquêter et faire la lumière sur les « suicides économiques ».**
3. **A travers une initiative citoyenne, autre piste et autre solution proposées en accompagnement du plan de cohésion sociale du Gouvernement.**
4. **Projet en adéquation et validé à mains niveaux ... dont ceux du CESR du Poitou-Charentes et de 2 Conseils régionaux (Ile de France et Poitou-Charentes).**
5. **Demande de partenariat avec l'Etat ... mais il ne se passe rien (!)
La médiatisation à ce stade probatoire, c'est risquer de « nuire ».**
6. **Prise à témoin de la Justice, ce jeudi 4 novembre 2005, en la personne de Monsieur De La Gatinais, Procureur Général à la Cour d'Appel de Poitiers, qui transmet le 10 novembre à Monsieur Frédéric Fèvre, Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance de Poitiers .**
7. **Constat de deux France, dont une à la dérive... doit-on laisser le pouvoir se décharger de ses responsabilités vers les psychiatres et les juges ?** 5

Gabriel DELICOURT, né à Cachan le 8 juillet 1944 ... existant dans la précarité en Poitou-Charentes.

Bref historique, ciblé sur l'économie et la santé

Après un long parcours dans une prospérité relative jusqu'en 1993, contributeur de développement économique et de création de valeur ajoutée, les circonstances me plongent dans l'adversité.

Mai 1993 ... différentes interventions socio-économiques avec la CCI de Rochefort – Saintonge, puis la rencontre au Conseil régional avec Monsieur Raffarin, pour lui faire part de l'aggravation de la situation et des mauvaises perspectives économiques ... en septembre, réunion de propositions avec Monsieur Hummel (alors responsable de l'économie) ... interpellation réflexive des médias et des élus, etc,

Juin 1994 ... 1^{ère} proposition de Marche européenne pour l'emploi à Monsieur Jacques Delors (mais les volets santé et social nuisent à l'économique),

Avril 1995 ... création de l'association Carrefour d'Actions pour l'Emploi (CAPLE), à la sous-Préfecture de Saintes, développement et prise de conscience de la COMPLEXITE D'AGIR, etc

Mai 1996 ... interpellation de Monsieur le Procureur de la République Claude Montillet, au TGI de Saintes, au sujet des « suicides économiques » (déjà) ... il s'estime incompétent.

Septembre 96 ... avec quelques amis, anciens chefs d'entreprises et cadres, création à St-Jean d'Angély de l'association « SOS, dépression et suicide 17 »...diverses autres implications autour des problématiques dites-complexes, entre écoute, psychiatrie, formation et entraide ... en octobre, 1^{ère} proposition de Marathon européen pour l'emploi à la ville de La Rochelle, etc,

Juin 1997 ... après différentes contributions ciblées entre économie, santé et précarité, intervention à la seconde Conférence régionale de Santé se tenant Futuroscope, traitant du suicide des jeunes en 1^{ère} priorité de santé ... participation à différents ateliers idoines avec la DRASS, la MSA 17, etc,

Février 1998 ... rencontre à la DRTEFP du Poitou-Charentes avec Monsieur Biehler, des représentants de la DRASS, du CARIF et du Conseil régional, pour proposer l'action « RESSORT » ... réunion à suivre avec Monsieur Fontenaist, Préfet de région ... en avril, proposition de candidature à tous les hôpitaux régionaux, pour le poste de coordinateur départemental de prévention contre les suicides et les dépressions (mais je ne suis pas médecin) ... en octobre, montage du 1^{er} Village de l'économie solidaire avec la ville de Parthenay, la DDTEFP 79 et le Conseil régional ... entre décembre 1998 et 2000, étroite collaboration avec le REAS (Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire) à Pantin ... tour de France des pôles d'Economie Solidaire (pourquoi cela ne marche pas), etc,

Mars 2000 ... montage rémunéré du pôle d'économie solidaire de Vanves (92) ... (où la politique joue un rôle majeur) ... relance partenaire du Marathon pour l'emploi avec de nouveaux acteurs franciliens, etc,

Juin 2001 ... création de l'association Marathon TRANS-EUROPA dans les bureaux parisiens du Parlement européen ... longue préparation ensuivie entre le Poitou-Charentes, l'Ile de France, Bruxelles et Strasbourg pour le valider (cf. nombreux liens noués, dont Paris, le Conseil régional IDF, l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, l'Agence pour la Création d'entreprises, etc)...

Octobre 2002 à novembre 2003 ... en alternance, toujours des militances en « mission-médiation » bénévole autour de l'économie, de la santé publique, des dérives psychiatriques, de l'environnement, de l'entraide et des réseaux ... formations et interventions sur des programmes de réinsertion, etc

Avril 2004 ... nouvelle approche du Conseil Régional, de l'Etat, des Conseils Généraux pour un partenariat avec le Marathon régional pour l'emploi en prototype ... groupe de travail MTE ... réactivation des réseaux régionaux, etc,

Avril 2005 ... soutien officiel du CESR ... en septembre, quitus politique et validation d'un financement voté par l'Assemblée du Conseil Régional.